L'Echo de Manitoba

JOURNAL HEBDOMADAIRE.

"TOUT DROIT."

VOL. I. WINNIPEG, MANITOBA, JUILLET 14, 1898. No 24

ABONNEMENTS

Canada et Etats Unis $1.00
Europe (compris le port) 2.50

TARIF DES ANNONCES.

1 ère insertion, par ligne . . . . . 10 cts
Chaque insertion subséquente . . . 8 "

N. B.—Les annonces de naissances, mariages et sépultures seront insérées au taux de 25 cents chacune.

L'ECHO DE MANITOBA.

Publié tous les jeudis par la Cie d'imprimerie "L'Echo de Manitoba."

Toutes communications devront être addressées à

L'ECHO DE MANITOBA.

BOITE 1309, WINNIPEG, MAN.

LA GUERRE

Aucun fait saillant à noter cette semaine.

A SANTIAGO.

A Santiago l'armistice conclue entre les Américains et les Espagnols a été prolongée jusqu'à lundi. Le Lieutenant Hobson et ses compagnons ont été échangés contre des prisonniers espagnols et reçus avec acclamations dans le camp américain.

On prétend que le Général Pando qui avait réussi à entrer à Santiago avec son corps de secours, serait reparti abandonnant la ville. S'il en est ainsi, il ne serait pas invraisemblable de supposer véridiques les dépêches annonçant que les Espagnols se disposent à évacuer la ville après avoir encloué leurs gros canons et emmenant tout ce qui était possible.

D'autre part les pluies, les hautes marées, la fièvre jaune compliquent singulièrement la tâche de l'armée de siège, et expliquent les retards qu'apporte le Général Shafter à l'assaut de la ville.

L'Escadre de Sampson se refuse à exposer ses navires en s'engageant dans le chenal, miné et défendu encore par les Forts Espagnols.

Il en est résulté quelques difficultés entre l'Amiral et le Général Shafter.

LES FLOTTES.

L'Amiral Watson qui devait être envoyé sur les côtes d'Espagne, a reçu contre ordre.

L'Amiral Camara d'autre part a passé à nouveau le Canal de Saez, et fait voile vers l'Espagne.

On parle d'ouvertures de paix, mais rien de certain n'est encore connu, et l'on ne peut que faire des suppositions.

Le Premier Ministre Sagasta aurait résigné et l'on annonce un nouveau Ministère Espagnol décidé à la guerre à outrance.

Il est probable que les Américains trouveront Santiago évacuée lorsqu'ils y entreront et les Espagnols paraissent avoir adopté une tactique semblable à celle suivie par eux contre Napoléon.

Les Iles Hawai sont définitivement annexées aux Etats-Unis, c'est la première colonie américaine.

Pour connaître le bien, il faut d'abord le pratiquer.

Dans toutes discussions, les injures et les personnalités prouvent qu'on a tort. Une cause bonne peut toujours être défendue avec loyauté et courtoisie.

L'homme n'est riche que de la modération de ses désirs. Ainsi, dans un pente rapide, il ne faut de force que pour se retenir.

sitio.



AFTER MANY YEARS.

Britannia—Daughter ! Columbia !—Mother !—Puck.

La Question du Niger.

La France et l'Angleterre en Arrivent a une Entente.

Succes de M. Hanotaux.

La question du Niger, qui menaçait de créer des difficultés entre la France et l'Angleterre, vient d'être définitivement réglée. Les deux puissances en sont venues à une entente, dont les conditions ont été signées à Paris. La France consent à évacuer Kissi, Roria, Ashigere, Kiam, Boussa, Courba et Ilo, mais elle conserve Mikki; de plus, srr la rive gauche du Niger, elle obtient un étendue de territoire en forme de triangle, dont la base s'étend de Say à Ilo. En retour, l'Angleterre conserve Bornu et demeure maîtresse de la partie Est du méridien qui passe par Barna.

Sur la rive droite du Niger, la France possèdera tout le pays, entre Say et Ilo, et retient Curma. Les deux nations se donnent des avantages réciproques quant à la navigotion du Niger. Sur la côte d'Or, la France évacue Wa et probablement Puma et Leo. En retour, la Grande Bretagne donne Bona et Dawkita et accepte le Volta comme frontière des possessions des deux pays. La France conserve Moss qu'elle a possédé depuis 10 mois.

Les journaux anglais se déclarent satisfaits du règlement de cette question épineuse.

Ils avouent cependant, que M Hanotaux, le Ministre des Affaires Etrangères de France a fait un excellent "marché" pour l'avantage de son pays. Quelques-uns de ces journaux, reprochent amèrement à Lord Salisburo d'avoir laissé l'Angleterre se faire ainsi "rouler."

Degradation bien Meritee.

Le Président Faure a ratifié le jugement du Conseil Militaire, en levant à M. Joseph Reinach, ancien Député Républicain, à la Chambre des Députés, son grade de capitaine dans l'armée territoriale, par suite d'articles écrits par l'inculpé, attaquant indirectement l'armée.

M. Reinach était l'un des plus ardents partisans de l'ex-Capitaine Dreyfus; au cours d'un article où il discutait les mérites de cette cause célèbre, M. Reinach avait traduit du *London National Review*, une correspondance signée par M. Coneybeare, dans laquelle celui-ci déclarait que le Comte Esterhazy recevait 2,000 francs par mois du Colonel Von Schwartkhoppen, attaché militaire de l'ambassade allemande, à Paris, pendant que Dreyfus subissait l'accusation de trahison.

C'est pour la publication de cet article que M. Jos. Reinach a été dégradé par ses chefs militaires.

Les jeunes gens qui, faute de savoir écouter, ne profitent pas de ce qu'ils entendent d'utile, n'enfantent que du vent dans leurs paroles.

CORRESPONDANCE D'OTTAWA

On a mené quelque bruit pendant les quelques derniers jours au sujet d'affirmations produites par des journaux de Winnipeg, affirmations tendant à accuser des officiers du Gouvernement au Yukon d'avoir profité de renseignements obtenus, grâce à leur position officielle, pour leur intérêt personnel et au détriment du public.

On prétend qu'ayant reçu rapport de riches gisements découverts, le Registrateur et l'Inspecteur des Mines se sont empressés de s'adjuger des claims qu'ils conservent pour spéculer.

Si tel était le cas, les violentes protestations qui se sont élevées dans la presse conservatrice, seraient approuvées par tous les citoyens amis d'une administration honnête, mais tels ne sont pas les faits.

CE QUI EN EST.

Les officiers qu'on accuse d'avoir choisi des claims à l'île Monte Cristo—l'endroit dont il s'agit—sont M. Wade, Clerc de la Justice de Paix, et M. Grown, Attorney du district dépendant du département de la Justice à Ottawa.

M. Wade n'est ni Régistrateur, ni Inspecteur des Mines, et n'a aucune situation officielle qui lui permette d'avoir aucun renseignement confidentiel en tant qu'officier, et par suite pouvant lui donner avantage sur le public.

Le principal officier à Dawson est M. Fawcet, un conservateur, fonctionnaire depuis plusieurs années, et dont la nomination fut faite par le Gouvernement Conservateur.

C'est le seul homme qui par ses fonctions officielles puisse être à même de posséder des renseignements particuliers pouvant lui permettre d'en tirer avantage pour ses intérêts particuliers.

Si des irrégularités de la nature de celles qu'on dénonce ont eu lieu, M. Fawcet a dû en être informé, et par suite sa responsabilité est engagée mais sa conduite passée et sa réputation d'intégrité le mettent à l'abri de tout soupçon à cet égard.

Bien loin de donner aucun soupçon d'irrégularité, la vérité est que tous les mineurs de retour sont unanimes à louer les Officiers du Gouvernement au Yukon, et comme fonctionnaires, et comme hommes privés.

O'GILVIE N'A JAMAIS ÉTÉ NOMMÉ.

Quelques journaux prennent prétexte de ces accusations pour reprocher au Gouvernement de n'avoir point conservé M. O'Gilvie à la tête de l'Administration du Yukon. Mais M. O'Gilvie n'a jamais été Administrateur du Yukon; il était le chef d'une expédition d'exploration et d'arpentage, et c'est sur ses instances qu'il est revenu au Canada.

Il a d'ailleurs déclaré comment, étant souvent appelé pour servir d'arbitre entre les mineurs, il avait cru préférable pour éviter toute critique de ne point prendre de claims en son nom.

Nous ajouterons que c'est mal reconnaître les services rendus par les officiers du Yukon, services fort pénibles et particulièrement délicats, non seulement en raison du climat mais aussi à cause de la population internationale qui peuple ces contrées, c'est mal reconnaître des services qu'aucun traitement ne peut raisonnablement payer à leur juste valeur, que de venir produire contre ces officiers des allégations aussi injurieuses et fausses.

UN POINT A NOTER,

Il est bon à remarquer que tous ces racontars de malversations ont été soigneusement tenus sous silence pendant la Session Parlementaire, et qu'aussitôt les portes closes, les dénonciations éclatent alors qu'il eut été aisé de les faire en présence du Parlement et de tirer immédiatement la chose au clair. On s'est bien donné de garde et ce sont là simplement des manœuvres déloyales dirigés contre les ministres de l'intérieur.

L'UNITÉ IMPÉRIALE.

Les derniers avis reçus de Londres (Angleterre) annoncent que la grande conférence postale s'est déclarée favorable au projet de Tarif de Poste Impériale d'un penny.

Une fois encore le Canada se trouve à la tête du mouvement impérial.

La Cie de Transport Petersen-Tate ayant liquidé et renoncé au projet de communications océaniques rapides, entre le Canada et l'Europe, le Gouvernement a ouvert de nouvelles négociations pour assurer l'exécution du projet et il n'y a nul doute que le Ministre des Chemins de Fer réussira.

PORT DE MONTRÉAL.

L'un des actes les plus importants de la session dernière a bien certainement été le prêt de $2,000,-000 garanti par le Gouvernement à la Commission du Port de Montréal, pour agrandir et perfectionner le grand port océanique du Canada, et le mettre à même de soutenir la comparaison avec aucun autre de ses concurrents, et aussi de subvenir aux besoins de notre commerce dont le développement s'accroît chaque jour en des proportions grandioses.

L'on comprendra que dans des questions de cette nature il soit

(*Suite, page 5*)